



## Communiqué du syndicat national CGT-Environnement 25 février 2025

La loi d'orientation agricole qui vient d'être adoptée satisfait aux exigences des syndicats d'exploitants productivistes. Toute personne soucieuse de sa santé et de son cadre de vie devrait s'en alarmer !

A l'image du président États-Unien Trump, notre gouvernement et ses soutiens de droite et d'extrême-droite font fi des alertes de la communauté scientifique sur l'effondrement du vivant<sup>1</sup> et sur le lien entre exposition aux pesticides et risque de cancer<sup>2</sup>. L'eau que nous buvons, la nourriture que nous mangeons et l'air que nous respirons sont contaminés par des substances toxiques, particulièrement pour les enfants exposés à des malformations génitales, une puberté précoce ou des syndromes autistiques.

La FNSEA, syndicat toujours majoritaire malgré son net recul lors des récentes élections aux chambres d'agriculture, revendique, au nom de la compétitivité et de la souveraineté alimentaire, le droit à empoisonner notre environnement et à détruire le peu de nature qui reste. Depuis un an, ses militants retournent des panneaux d'agglomérations. Ils viennent de découvrir que l'on « marche sur la tête ». Comme si leur organisation n'avait pas cogéré et activement promu le système actuel. On ne peut que se réjouir de la nouvelle lucidité de la FNSEA, même s'il est peu probable que ce syndicat trouve la voie pour répondre à la crise. D'autant que les intérêts personnels de son président ne vont pas dans le sens de la protection de la paysannerie. Riche homme d'affaire, patron de multinationale, gros céréalier et maire de sa commune comme son père et son arrière-grand-père, Arnaud Rousseau bénéficie à plein des aides européennes. L'empire agro-alimentaire qu'il dirige (Lesieur, Isio 4, Puget, etc.) prospère en exerçant une pression à la baisse sur le prix d'achat des matières premières agricoles. Donc en étranglant ses adhérents. **Vous avez dit conflit d'intérêt ?**

Malheureusement, c'est vers la Coordination Rurale que les déçus de la FNSEA se tournent. Le syndicat, proche de l'extrême droite identitaire, s'est fait remarquer par sa violence. Son secrétaire général, Christian Convers, a surenchéri sur la FNSEA qui entend empêcher les contrôles, en appelant à incendier les véhicules de l'OFB. Sans surprise, une partie du monde agricole n'est pas imperméable aux tendances populistes qui traversent la société dans son ensemble.

Il faut entendre la détresse d'une part importante des agriculteurs. Il faut aussi comprendre que les solutions proposées par les syndicats productivistes pour y remédier sont vouées à l'échec. Et pour cause, ces militants de l'agro-business proposent juste de pousser plus loin les curseurs d'un dispositif qui ne survit déjà que par la perfusion d'argent public. Un dispositif fragile car dépendant d'un pétrole pas cher et d'intrants importés comme le soja sud-américain. Un dispositif incapable de nous nourrir (un poulet sur deux consommés en France est importé) alors que 40% des superficies cultivées servent à alimenter les marchés mondiaux<sup>3</sup>.

Même si la population française est majoritairement urbaine, l'agriculture est un sujet de société. A ce titre, il ne peut pas être confié aux seuls représentants du patronat agricole. Il appartient aux citoyens et à leurs organisations d'exprimer leurs attentes, par exemple sur la part d'agriculture biologique qu'ils souhaitent pour les générations futures.

<sup>1</sup> IPBES (2019). Rapport d'évaluation mondial sur la biodiversité et les services écosystémiques. Secrétariat de l'IPBES, Bonn.

<sup>2</sup> Inserm (2021). Pesticides et effets sur la santé : Nouvelles données. Expertise collective.

<sup>3</sup> Sovran, C. (2025). Souveraineté alimentaire, un scandale made in France. Terre de liens.

**Pour la CGT Environnement, l'agriculture de l'avenir sera relocalisée pour nourrir à proximité en réduisant sa dépendance au pétrole, aux intrants industriels et aux importations.** En exerçant un métier stimulant, varié et porteur de sens, ses travailleurs gagneront leur vie sans sacrifier leur santé physique comme mentale. Les habitants des territoires ruraux connaîtront ceux qui les nourrissent et leur en seront reconnaissants, d'autant que production aura cessé de rimer avec pollution.

Nombre d'expériences ont démontré qu'il **n'y a là rien d'utopique**, mais le passage à large échelle est un défi qui nécessite de mobiliser la communauté des sciences fondamentales comme appliquées. L'esprit de responsabilité attendu des personnalités publiques voudrait qu'elles s'emploient, dans cette voie, à construire des solutions. On ne peut que déplorer que certaines d'entre elles, parmi les plus en vue, s'évertuent à stigmatiser les prétendus ennemis que seraient les scientifiques (INRAE, ANSES...), les écologistes ou des établissements chargés de contrôler les infractions à la loi tels que l'OFB. Et qu'elles proclament leur amour aux agriculteurs et prétendent les défendre ... tout en les laissant crever.